
« L'OCCASION DE SE DÉMARQUER »

DISCOURS INAUGURAL

10 mars 2009

La version lue fait foi.

Monsieur le Président,

Alors que reprennent les travaux de cette 39^e législature de notre Assemblée nationale, je tiens à vous renouveler mes félicitations pour votre élection à la présidence. Je sais que vous dirigerez nos débats avec sagesse et clairvoyance.

Je salue la députée de Charlevoix et chef de l'opposition officielle. Elle assume ses nouvelles fonctions accompagnée d'une équipe plus nombreuse.

Je salue aussi la députée de Lotbinière, qui mènera l'équipe de l'Action démocratique du Québec avec une pensée particulière pour celui qui fut député de Rivière-du-Loup. Au nom de tous les Québécois, je souhaite à M. Dumont et à sa famille du succès dans leurs nouveaux projets.

Je salue également le député de Mercier, du parti Québec solidaire, qui représente dans notre Parlement une nouvelle alternative pour les souverainistes de la gauche.

Monsieur le Président,

En 2008, les Québécois ont inscrit un nouveau paragraphe dans le grand livre de l'histoire de l'humanité en célébrant le 400^e anniversaire de la fondation de la ville de Québec, notre capitale nationale.

En 2010, nous célébrerons un autre anniversaire, le 50^e de l'élection de l'*Équipe du tonnerre* et du gouvernement du premier ministre Jean Lesage. Son élection allait enclencher la Révolution tranquille par laquelle le Québec s'est donné un État moderne.

Entre ces deux anniversaires, l'un lointain et l'autre récent, les citoyens de ce qui fut la Nouvelle-France, puis le Bas-Canada puis le Québec ont, d'une génération à l'autre, traversé les siècles. D'une époque à l'autre, ils sont restés eux-mêmes, profondément attachés à leur culture, fiers, et prêts à tous les efforts pour assurer l'avenir de leurs enfants.

Entre ces deux anniversaires, je me présente à vous et à tous les Québécois à la tête d'un nouveau gouvernement ayant obtenu le mandat de traverser une tempête économique qui secoue le monde entier, incluant le Québec.

Depuis l'automne, cette tempête s'est aggravée.

Le premier ministre britannique Gordon Brown, dans un discours qu'il prononçait devant le congrès américain le 4 mars dernier, estimait qu'un « ouragan économique » avait balayé le monde.

Depuis trois mois, l'économie américaine a perdu plus de 2 millions d'emplois;

Pendant la même période, le Canada a perdu plus de 200 000 emplois;

Il y a dans ces chiffres un lien de cause à effet, puisqu'au Canada un emploi sur trois dépend directement de l'économie américaine.

Dans le dernier trimestre de 2008, l'économie s'est radicalement contractée d'un bout à l'autre de la planète :

- - 6,2 % aux États-Unis;
- - 5,9 % dans l'Union européenne;
- - 12,7 % au Japon;
- - 3,4 % au Canada, une performance moins pire qu'ailleurs, mais quand même la plus mauvaise performance de l'économie canadienne depuis 18 ans.

Dans les derniers mois, des États-Unis à l'Europe, des gouvernements ont dû racheter en catastrophe des banques au bord de la faillite.

Presque tous les pays développés auront des budgets déficitaires :

- Les États-Unis annoncent un déficit inouï correspondant à 12,3 % du produit intérieur brut;
- Au Royaume-Uni, c'est 8,8 %;
- En France, 5,6 %;

- Et au Canada, 2,2 % du PIB

Ce que nous vivons n'a pas de comparable. Cette crise, par les raisons qui l'ont déclenchée, par la manière dont elle s'est propagée, est inédite. Personne dans cette assemblée ne peut prétendre avoir vécu une situation similaire à celle que nous vivons.

Le Québec, qui a une des économies les plus ouvertes au monde, branchée sur l'économie américaine, est directement affecté.

Je comprends l'inquiétude des Québécois.

Malgré tout, le Québec et le Canada s'en tirent mieux qu'ailleurs.

Voici ce qu'on pouvait lire dans la revue Newsweek du 16 février dernier, de l'éditeur très connu Fareed Zakaria : « *Guess which country, alone in the industrialized world, has not faced a single bank failure, calls for bailouts or government intervention in the financial or mortgage sectors. Yup, it's Canada. In 2008, the World Economic Forum ranked Canada's banking system the healthiest in the world. America's ranked 40th, Britain's 44th.* »⁴

Et dans l'exception canadienne, Monsieur le Président, le Québec figure bien.

- Le Québec a maintenu le nombre de ses emplois en 2008.
- Contrairement aux États-Unis et à certains marchés canadiens, il n'y a pas de chute dramatique de la valeur de nos maisons.
- Et de nombreux experts observent que le Québec sera éprouvé, mais conserve l'avantage d'une économie diversifiée.

Cette crise économique nous ramène aux valeurs qui nous distinguent comme Québécois, et met en lumière les choix que nous avons faits comme société.

Nous, Québécois, croyons dans la justice sociale et la lutte contre la pauvreté.

- Je cite l'économiste Pierre Fortin dans le journal La Presse du 20 décembre 2008 :
« *Depuis 10 ans, ce taux (le taux de pauvreté) a baissé de 40 % au Québec. Cette chute est la plus importante enregistrée dans toutes les régions du Canada au cours de la dernière décennie. (...) D'une part, la pauvreté a énormément diminué au Québec depuis*

⁴ Source : Fareed Zakaria, Newsweek, 16 février 2009, *Worthwhile Canadian Initiative*.

10 ans. D'autre part, les familles pauvres du Québec sont moins pauvres que celles du reste du Canada et des États-Unis. »⁵

Nous, Québécois, croyons dans l'aide à la famille.

- Je cite le livre *Le Québec, un paradis pour les familles?* écrit par Luc Godbout et Suzie St-Cerny, publié il y a quelques mois : « *Les familles québécoises dont les enfants fréquentent la garderie ont quand même, après avoir payé leurs impôts, leurs cotisations sociales et leurs frais de garde et pris en compte leurs prestations, le revenu disponible le plus élevé au Canada. Pour la famille québécoise représentative de la classe moyenne gagnant un revenu familial de 75 000 \$, il reste en moyenne autour de 6 000 \$ de plus dans ses poches. »⁶*

Nous, Québécois, savons que nous pouvons changer les choses.

- Je cite, la revue britannique *The Economist*, du 8 janvier 2009 : « *in 2006 the Liberal provincial government of Jean Charest introduced a provision for parental leave that is more generous than anywhere else in North America. And at last the children came. The number of births in the province jumped almost 8% that year, and then a further 2.6% in 2007. Early figures for last year show the trend continuing. »⁷*

Pas plus tard que la semaine dernière, les résultats préliminaires de l'Institut de la statistique du Québec nous apprennent en effet que le nombre de naissances avait poursuivi sa progression en 2008, avec une hausse supplémentaire de 4 %.

Pour moi, il en ressort une chose : à l'heure où l'économie mondiale est ébranlée, le Québec offre une vision de progrès juste et rassembleuse.

Par exemple :

- Nous avons fait, il y a déjà 40 ans, le choix des énergies renouvelables. C'est la voie d'une prospérité qui ne se fait pas contre la planète, mais pour la planète.
- Nous avons fait le choix de la justice sociale avec un système de santé public.
- Nous avons fait le choix de l'égalité des chances avec notre système d'éducation.

⁵ Pierre Fortin, La Presse, 20 décembre 2008, *40 % moins de pauvres*.

⁶ Luc Godbout et Suzie St-Cerny, *Le Québec, un paradis pour les familles?*, Les Presses de l'Université Laval, 4^e trimestre 2008, p. 240.

⁷ The Economist, 8 janvier 2009, *The cradle's costly revenge*.

- Nous avons fait le choix de célébrer notre culture, l'âme de notre peuple, en soutenant nos artistes et nos créateurs au Québec et sur la scène internationale.
- Nous avons fait le choix de l'égalité entre les femmes et les hommes. Mon gouvernement est le premier de l'histoire du Québec et un des seuls au monde à compter autant de femmes que d'hommes à son Conseil des ministres. De 2006 à aujourd'hui, le nombre de femmes aux conseils d'administration des sociétés d'État est passé de 27 % à 44 %.
- Nous avons fait le choix de l'ouverture. Il fallait du courage pour oser voir dans le nombre des Québécois une invitation au partage plutôt qu'un prétexte au repli. L'ouverture du Québec est au cœur de mon engagement politique et de la tradition défendue par mon parti.

Ces choix, qui s'appuient sur nos valeurs, ont aujourd'hui l'effet d'atténuer l'impact chez nous de la crise économique.

Je vois dans le présent la force du Québec, et je reconnais dans notre passé la détermination de notre peuple.

Pour moi, le Québec est une société comme nulle autre qui a su respirer tous les parfums, du lys à la rose, pour se forger une identité originale, forte, et offrir au monde un exemple de progrès.

Ce que l'histoire et les faits démontrent aujourd'hui c'est que :

- Le Québec fait les bons choix.
- Le Québec est une société de valeurs.
- Le Québec se bâtit solidement.

Nous continuons à poser les bons gestes.

Au moment où éclatait la crise financière internationale, au mois de septembre dernier, le Québec s'était donné une longueur d'avance.

Pendant que plusieurs gouvernements du monde cherchent encore comment et combien investir dans les infrastructures pour soutenir leur économie, ici les chantiers sont ouverts et créent de l'emploi dans toutes les régions du Québec.

Pendant que les autres cherchent, le Québec construit. Pendant que les autres discutent, le Québec investit. Pendant que les autres consultent, le Québec est en action.

Depuis notre élection, le 8 décembre dernier, nous avons entrepris le déploiement du plan d'action économique que nous avons proposé aux Québécois en campagne électorale.

- Pour créer de l'emploi et développer le Québec, nous avons confirmé une accélération des investissements dans les infrastructures qui atteindront 41,8 milliards \$ pour les 5 prochaines années.
- Pour profiter de la demande croissante en énergies renouvelables, nous avons donné instruction à Hydro-Québec d'accélérer le développement de la puissance du Québec.
- Pour que nos entreprises puissent avoir les liquidités dont elles ont besoin, nous avons rendu 2 milliards \$ disponibles, notamment en créant le programme *RENFORT*.
- Pour protéger les travailleurs et les entreprises, nous avons modifié les règles de gestion des régimes de retraite. Nous avons adopté le 15 janvier dernier, à l'unanimité des voix de cette assemblée, la Loi 1, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.
- Pour créer de l'emploi et favoriser une meilleure qualité de vie, nous avons mis en place un programme de soutien à la rénovation et à l'amélioration résidentielles, estimé à 250 millions \$.
- Pour protéger le pouvoir d'achat de milliers de travailleurs, nous avons annoncé une augmentation du salaire minimum dès le 1^{er} mai prochain.
- Pour soutenir la production télévisuelle et cinématographique, nous avons bonifié le crédit d'impôt qui stimule cette industrie et les emplois qui y sont liés.

Ces actions récentes s'ajoutent à celles des dernières années qui ont contribué à renforcer notre économie.

Par exemple :

- En 2008, nous avons baissé les impôts des Québécois de plus d'un milliard \$ pour retourner jusqu'à 2 000 \$ dans les poches des familles de la classe moyenne ;
- La taxe sur le capital a été abolie pour les PME et le secteur manufacturier, et sera complètement abolie pour toutes les entreprises à la fin de 2010;
- Le taux d'imposition des entreprises québécoises à 30,9 % est le plus bas au Canada et parmi les plus bas de l'OCDE.
- Nous avons soutenu l'innovation et le développement technologique;

- Nous avons adopté des stratégies de soutien particulières pour plusieurs secteurs comme la forêt, l'aéronautique, le pharmaceutique, la mode, les nouvelles technologies et l'économie sociale.
- Nous avons, avec les syndicats, les employeurs et les groupes communautaires, présenté le Pacte pour l'emploi. Un effort sans précédent d'un milliard \$ pour améliorer la participation au marché du travail et la productivité.

La crise économique n'est pas le seul défi que nous avons devant nous.

Cette économie que tous les pays du monde essaient aujourd'hui de relancer, c'est une économie qui a fait une si mauvaise utilisation des ressources de la planète, qu'elle est devenue une menace.

Il y a aussi une crise environnementale.

J'ai la profonde conviction que cette double crise déclenchera la véritable révolution du développement durable. Un monde meilleur en émergera, et le Québec y contribuera.

Cette année, les pays du monde vont négocier à Copenhague un nouveau traité de réduction des gaz à effet de serre, ce qu'on pourrait appeler Kyoto II. Et cette fois, les États-Unis, nous pouvons l'espérer, ne seront plus dans le camp du déni, mais dans le camp de ceux qui relèvent ce défi.

Ces deux crises sont liées, autant dans leurs causes que dans leurs solutions. Environnement et économie sont les deux faces d'une même médaille.

Dans cet ordre nouveau, le Québec a pris un leadership dans la lutte contre les gaz à effet de serre.

- C'est au Québec que les émissions de GES par habitant sont les plus faibles au Canada.
- Notre plan de lutte contre les changements climatiques est reconnu comme l'un des meilleurs.
- Nous avons notamment joint le *Western climate initiative* (WCI), qui développe les mécanismes pour la création d'un marché du carbone en Amérique du Nord.

Le Québec porte l'idéal d'une nouvelle économie durable.

Nous sommes en bonne posture, mais nous ressentirons les effets de cette crise.

Notre économie vivra une période difficile avant que ça se mette à aller mieux.

Nous sommes entraînés dans cette tempête parce que les clients de nos entreprises achètent moins de nos produits. Par effet domino nous voyons une réduction de la production, de l'emploi, des profits et des impôts, qui se répercute jusque dans les revenus de l'État.

Le Québec n'est pas la première économie touchée par cette crise, mais je veux que nous soyons parmi les premiers à en sortir.

Ce qui déterminera notre réussite, c'est notre capacité de travailler ensemble.

Plus que jamais, nous, Québécois, sommes responsables les uns des autres.

Le Québec doit devenir une chaîne dont les maillons seront nos mains tendues. Nous devons être prêts à nous entraider et prêts à redoubler d'efforts.

Dans cette assemblée, les Québécois veulent nous voir travailler ensemble. Même si les Québécois ont reconnu la nécessité de se donner un gouvernement de stabilité, ils veulent que demeure dans leur parlement une volonté de collaboration.

Les Québécois s'attendent à ce que les employeurs et les syndicats travaillent ensemble. Je leur demande de collaborer pour protéger des emplois et le développement des entreprises.

Chacun d'entre nous peut faire sa part. On peut tous poser un geste qui contribue à restaurer la confiance et à créer de l'emploi. Un geste simple, c'est d'acheter des produits québécois; ça peut faire la différence pour nos producteurs agricoles, nos artisans, nos restaurateurs, nos artistes.

Pour ma part, j'entends aussi collaborer avec nos partenaires des autres paliers de gouvernement, avec les municipalités, avec le gouvernement fédéral, et avec nos voisins du Canada et des États-Unis pour dynamiser nos économies et marcher ensemble vers le développement durable.

Aux investisseurs, aux entrepreneurs, aux leaders économiques, je demande de l'audace. Ayez confiance.

Cette crise, ce n'est pas une fatalité. Elle offre des opportunités et un passage vers l'avenir.

Pour le Québec, cette crise est une occasion de se démarquer.

Monsieur le Président, je vais vous dire ce que nous allons faire :

- Nous allons tenir dans la tempête;
- Nous allons nous mettre en position pour rebondir;
- Nous allons préparer l'avenir.

Voilà les trois volets du mandat de mon gouvernement.

D'abord, nous allons investir dans notre économie comme jamais aucun gouvernement ne l'a fait.

Nos investissements en infrastructures et en énergie vont fournir du travail cette année à plus de 100 000 personnes. Pour la prochaine année, c'est un montant record de 13,9 MM \$ qui sera investi.

Par exemple :

- Dans la capitale nationale, le chantier du super PEPS va s'ouvrir;
- À Montréal, le Quartier des spectacles va sortir de terre;
- Dans le Bas-Saint-Laurent, on commence en 2009 le prolongement de l'autoroute 20 de Cacouna vers Rimouski.

Monsieur le Président,

C'est un Québec renforcé qui naîtra des investissements dans l'énergie.

Depuis que nous formons le gouvernement, nous avons préparé l'avènement du Québec comme puissance mondiale des énergies renouvelables.

Au printemps de 2006, mon gouvernement dévoilait une stratégie énergétique qui nous fait investir 31 milliards \$ sur 10 ans et qui permet la création de 70 000 emplois.

Le chantier de la décennie est en cours à la Baie James. C'est Eastmain 1-A Sarcelle Rupert. C'est 5 milliards \$ d'investissements, des dizaines de milliers d'emplois, dont près de 3 500 dès l'été prochain, pour la production future de 918 mégawatts d'énergie propre et renouvelable.

Sur la Basse-Côte-Nord, ce sera La Romaine. Ce projet qui vient de recevoir l'aval du Bureau d'audiences publiques en environnement sera l'un des plus gros chantiers au monde, un projet

global de près de 8 milliards \$ qui démarrera dès l'été, pour une capacité supplémentaire de 1 550 mégawatts.

Après la Romaine, toujours sur la Basse-Côte-Nord, ce sera Petit Mécatina, qui représentera environ 1 200 mégawatts d'énergie propre.

En 2009, une nouvelle ligne de transport d'électricité de 1 250 mégawatts sera mise en service entre le Québec et l'Ontario. Ce projet représente des investissements de 800 millions \$.

En 2009, les démarches se poursuivront pour obtenir les autorisations nécessaires à la construction d'une nouvelle ligne de transport d'électricité de 1 200 mégawatts vers les États-Unis. Ce sera la première fois depuis 30 ans qu'une nouvelle ligne d'interconnexion se construira vers notre voisin américain.

Cela nous permettra d'exporter davantage d'énergie propre, de contribuer à la lutte contre les changements climatiques, et de générer des profits qui feront du Québec une société plus riche, ayant davantage de moyens pour investir dans les réseaux de la santé et de l'éducation.

En 2009, nous poursuivrons le développement sur notre territoire de l'énergie éolienne. D'ici 2015, le Québec deviendra l'un des principaux producteurs d'énergie éolienne en Amérique du Nord.

Aujourd'hui, les sociétés les plus riches du monde sont celles qui ont du pétrole. Demain, les sociétés les plus riches seront celles qui auront de l'énergie propre et renouvelable.

Grâce à ces investissements, nous allons créer de l'emploi; nous allons doter le Québec d'infrastructures stratégiques, et nous allons préparer l'avenir avec le développement des énergies renouvelables.

Monsieur le Président,

L'emploi et le maintien en emploi représentent la première priorité du gouvernement.

C'est pourquoi nous avons mis en œuvre le Pacte pour l'emploi. Encore là, le Québec a pris de l'avance. Et nous allons maintenir cette avance en accompagnant les travailleurs touchés par la crise.

À ceux qui seront dans cette situation, je veux dire ceci : vous allez être au cœur de nos actions. Si vous faites le choix de vous former pour occuper un nouvel emploi, nous allons vous accompagner. Pour vous encourager à aller chercher les nouvelles compétences dont vous

aurez besoin, nous allons vous aider financièrement. Nous allons soutenir l'effort des travailleurs.

Nous allons aussi soutenir l'effort des entreprises qui mettront en œuvre des programmes de formation plutôt que de licencier des employés.

Nous allons profiter de cette crise pour mieux adapter l'offre de formation aux besoins des travailleurs et des entreprises, dans chaque région du Québec.

Nous allons viser la formation sur mesure. L'objectif : assouplir les programmes de formation pour mieux répondre aux besoins des travailleurs et des entreprises.

La crise économique place l'éducation et la formation au cœur des priorités de notre mandat.

L'enjeu du décrochage scolaire continue d'être une forte préoccupation pour toute la société québécoise.

Dans les dernières années, nous avons fait des progrès importants sur le plan du raccrochage scolaire. Nous avons vu un nombre sans précédent de jeunes revenir à l'école pour compléter leur formation. Le taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires est passé entre 2002 et 2007 de 79,8 % à 85,1 %.

Ainsi, le taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires au Québec est supérieur à ce qu'il est au Canada et supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE.

Il y a plus de jeunes qui reviennent à l'école. Nous devons faire en sorte qu'il y en ait moins qui quittent. Nous devons augmenter la mobilisation de toute la société pour garder à l'école les jeunes qui sont à risque de décrochage.

Depuis plusieurs années, on a beaucoup interpellé les professeurs, les directions d'école, les commissions scolaires et le gouvernement. C'est normal. Mais si le Québec veut véritablement enrayer le décrochage scolaire, il faut aussi interpellier directement les parents.

La lutte contre le décrochage scolaire commence à la maison, avec les parents qui doivent valoriser l'éducation et soutenir leur enfant dans son cheminement scolaire. Elle se poursuit dans la communauté. C'est-à-dire que ceux qui emploient des jeunes, qui leur permettent de s'initier au travail, doivent prendre garde à ne pas les éloigner des études. Et cette lutte contre le décrochage scolaire se prolonge dans des mesures gouvernementales que nous avons mises en place comme une heure de plus à l'école par semaine, l'aide aux devoirs, mais surtout le soutien aux élèves en difficulté.

Mon gouvernement posera de nouveaux gestes en faveur de la persévérance scolaire, comme la baisse progressive du nombre d'élèves par classe et le développement des activités culturelles et sportives qui renforcent l'appartenance des jeunes à leur école.

Pour mieux réussir, le gouvernement proposera, avec ses partenaires, de nouvelles mesures ainsi qu'une nouvelle approche adaptée à chaque région du Québec.

Par l'éducation, nous affirmerons également notre vision d'une société ouverte à la diversité et fière de ses valeurs communes. Et par le biais de notre réseau d'éducation, nous apporterons une partie de la réponse à l'un des plus grands défis auxquels nous faisons face : le défi démographique.

Le Québec accueille chaque année quelque 22 000 étudiants étrangers. Ils sont jeunes. Ils sont brillants. Ils sont talentueux. Le monde entier se les arrache. Ils viennent chez nous pour la qualité de l'enseignement.

Il en vient 22 000 par année dans toutes nos cités universitaires, à Montréal, à Québec, à Sherbrooke, à Rimouski... Mais il en repart presque autant. À peine 1 sur 10 reste au Québec. Alors que plusieurs ont appris une nouvelle langue, alors qu'ils ont appris nos valeurs.

Monsieur le Président, je veux que pour eux, le Québec ne soit pas qu'un heureux souvenir, mais qu'il soit un projet d'avenir.

Nous allons poser un geste audacieux pour garder cette jeunesse et son potentiel chez nous.

Désormais, un étudiant étranger obtenant son diplôme ici se verra offrir un certificat de sélection pour immigrer au Québec.

Nous nous fixons comme objectif de tripler le nombre d'étudiants étrangers qui font le choix de demeurer au Québec.

Voilà donc ce que nous ferons : tenir bon en aidant les travailleurs mis à pied à se requalifier; être prêts à rebondir en développant une culture de la formation et de la persévérance scolaire; et assurer l'avenir en attirant au Québec les meilleurs talents.

Monsieur le Président,

Dans un contexte de ralentissement, mon gouvernement fait le choix de soutenir notre économie et d'aider les Québécois.

Mon gouvernement ne rééditera pas les erreurs de nos prédécesseurs. Nous devons protéger les services aux citoyens, au premier chef la santé et l'éducation. Pour ces raisons, mon gouvernement présentera un budget déficitaire.

Nous devons continuer de gérer avec rigueur, comme nous le faisons depuis 2003.

Pour ces raisons, nous devons prendre dès le prochain budget des décisions difficiles.

Malgré cette crise et la pression qu'elle exerce sur les finances publiques, nous allons continuer d'investir en santé, notamment en facilitant l'accès à un médecin avec de nouveaux groupes de médecine familiale et en valorisant le travail des infirmières.

Nous allons aussi honorer nos responsabilités envers les plus vulnérables d'entre nous, nos aînés en perte d'autonomie, les proches qui les entourent, les personnes vivant avec un handicap et les entreprises de l'économie sociale.

Le Québec est une société de compassion.

Dans ce budget, nous allons aussi soutenir nos entreprises, soutenir tout spécialement l'investissement, stimuler l'innovation, particulièrement le développement des nouvelles technologies vertes, et maintenir une fiscalité concurrentielle.

Monsieur le Président,

La tempête financière a touché certaines de nos institutions.

Les pertes encourues par la Caisse de dépôt et placement du Québec sont en grande partie attribuables à la situation des marchés. Mais aussi à des choix de placements qui se sont avérés des erreurs.

Le gouvernement assumera ses responsabilités pour rétablir la confiance des Québécois envers la Caisse de dépôt et placement.

Jeudi dernier, nous avons nommé un nouveau président du conseil d'administration. Puis un nouveau président et chef de la direction sera aussi nommé dans les plus brefs délais. Cette nouvelle direction devra revoir la gestion des risques de manière à assurer l'intérêt à long terme de la Caisse, de ses déposants et de tout le Québec.

Comme tous les citoyens du Québec, je souhaite que les hauts dirigeants de la Caisse de dépôt et placement du Québec puissent répondre aux questions des députés en commission parlementaire.

J'invite les partis d'opposition à travailler avec nous pour que nous puissions tenir cette commission le plus rapidement possible.

Monsieur le Président,

Partout dans le monde, les gouvernements, à l'instar du Québec, préparent des plans de relance coûteux pour redémarrer leur économie. Dans de telles situations, toujours, la tentation au protectionnisme et au repli est forte.

Le Québec offre et défend une autre vision. Une vision d'une plus grande coopération, d'une plus grande entraide, d'une plus grande justice.

Le Québec prône une mondialisation à échelle humaine parce que nous sommes culturellement, économiquement, géographiquement un pont entre deux civilisations et deux continents.

Notre histoire est la preuve que l'ouverture est gage de succès, et que la coopération est gage de progrès.

Je veux mener le Québec plus loin. Je veux mettre en œuvre des changements pour élargir nos horizons et accroître nos capacités de développement.

- Le Québec, je le vois comme un leader en environnement et à cet effet, nous proposerons une loi proclamant la propriété collective de l'eau;
- Le Québec, je le vois comme un précurseur mondial du développement durable et de la lutte contre les changements climatiques, ce que nous affirmerons dans les négociations à Copenhague;
- Le Québec, je le vois comme un adversaire du protectionnisme et un défenseur de l'ouverture des marchés à la grandeur des Amériques, de la Terre de Baffin à la Terre de feu.

Je veux plus d'espace pour le rayonnement de notre nation et de notre langue, pour la diffusion de notre talent, pour notre présence dans le monde.

L'automne dernier, avec le président de la République française, Nicolas Sarkozy, j'ai signé une entente qui permet à un travailleur formé d'un côté de l'Atlantique d'exercer son métier de l'autre côté.

Ce premier corridor de mobilité entre deux continents facilitera le recrutement d'une main-d'œuvre qualifiée.

Dès cette session parlementaire, nous déposerons à nouveau un projet de loi pour mettre en œuvre cette entente. De son côté, la France fera de même.

Ce qui me rend très fiers au sujet de cette entente, c'est que nous, Québécois et Français, sommes les premiers au monde à créer un nouvel espace de mobilité pour nos citoyens respectifs, mais surtout que ce nouvel espace de mobilité naisse dans la langue de Molière, qui devient ainsi l'étendard d'une nouvelle forme de coopération.

D'ici la fin de l'année 2010, nous compléterons les négociations d'ententes spécifiques pour une centaine de métiers et professions.

Voilà la preuve que l'influence du Québec n'est pas affaire de statut, mais de stature.

Un deuxième projet d'envergure prendra son envol dans quelques semaines. Le 6 mai prochain aura lieu à Prague le sommet annuel entre le Canada et l'Union européenne.

Lors de ce sommet, seront lancées les négociations formelles visant un accord transatlantique entre le Vieux et le Nouveau Continent.

C'est le leadership du Québec qui rend possible ce rapprochement historique. Plus que jamais, le Québec sera la grande porte d'entrée de l'Europe en Amérique du Nord. Des études préliminaires indiquent qu'une telle entente aurait pour effet d'augmenter de 20 % les exportations canadiennes vers l'Union européenne, ce qui représenterait une activité économique additionnelle de 12 milliards \$ pour le Canada.

L'entente que nous voulons portera entre autres sur le commerce de biens, de services, l'investissement, les marchés publics, la propriété intellectuelle et encore une fois la mobilité de la main-d'œuvre.

Nous, Québécois, croyons que nous devons aller plus loin que jamais auparavant dans toute autre entente commerciale similaire. Nous voulons une entente de nouvelle génération qui intégrera aussi les domaines de la science, de la recherche, de l'environnement et de la culture.

Monsieur le Président, chers collègues, pour la première fois de notre histoire, grâce au leadership de mon gouvernement, le Québec participera directement, dans le respect de ses compétences, aux négociations de cette entente entre le Canada et l'Union européenne.

Dans cette perspective, j'entends réunir et mobiliser les représentants des secteurs concernés afin de nous assurer que l'entente Canada-Union européenne corresponde aux ambitions et aux aspirations du Québec.

Voilà encore comment le Québec peut aider à construire un monde nouveau.

Ce nouvel espace économique, c'est aussi une mise en valeur de notre appartenance à la fédération canadienne.

Ainsi, nous concluons une alliance nouvelle avec notre voisin l'Ontario pour faire naître la 4^e puissance économique du continent après la Californie, le Texas et New York. C'est un libre accès à nos marchés respectifs, une coopération sur le plan environnemental et un partenariat économique renforcé. Cette coopération donnera lieu ce printemps à une nouvelle réunion conjointe des conseils des ministres des gouvernements du Québec et de l'Ontario.

Puis, avec nos partenaires canadiens réunis au Conseil de la fédération, nous mettrons en œuvre dès le 1^{er} avril 2009 la pleine mobilité de la main-d'œuvre à travers le Canada. Un travailleur qualifié pourra postuler sur n'importe quel emploi n'importe où au pays.

Nous ne devons jamais perdre de vue que malgré la crise économique actuelle, le Québec fait face à un vieillissement de sa population et à un problème croissant de pénurie de main-d'œuvre. Alors que nous poserons des gestes pour encourager des personnes plus âgées à faire le choix de rester sur le marché du travail, alors que nous poserons des gestes pour attirer des étudiants étrangers, nous devons également faire du Québec une destination de choix pour les travailleurs, les chercheurs, les scientifiques, les artistes... Nous avons besoin de créer un environnement, un pôle d'attraction, pour que chaque année, des dizaines de milliers de personnes viennent bâtir le Québec avec nous.

Enfin, Monsieur le Président, nous mettrons en œuvre le plus grand projet de développement durable jamais entrepris au Québec. Ce sera le Plan Nord.

Cet immense territoire au nord du 49^e parallèle, deux fois grand comme la France, c'est chez nous. Nous partageons ce territoire avec ceux qui l'habitent : les Premières Nations et les Inuits, les Jamésiens et les Nord-Côtiers.

C'est un grand projet de développement. C'est l'énergie propre pour la prospérité de tout le Québec qui aidera la planète à mieux respirer; c'est un potentiel minier déjà immense et encore méconnu dont l'exploitation responsable donnera des bénéfices à tout le Québec, qui vient d'être confirmé encore une fois le meilleur endroit au monde pour investir dans le secteur minier; ce sont des paysages fascinants, peints par des artistes illustres comme René Richard, que nous allons découvrir et faire découvrir.

C'est à la fois une immense richesse et une immense responsabilité.

C'est un projet dont nous ferons un exemple de développement durable.

C'est un projet pour les jeunes de tout le Québec, et en particulier pour les jeunes des Premières Nations et des Inuits que je veux voir associés à notre avenir et bénéficier de ses promesses.

Mon gouvernement travaillera en étroite collaboration avec les hommes et les femmes qui habitent le Nord québécois.

Le 6 mars dernier, dans la foulée du sommet Katimavik de 2007, j'ai rencontré les leaders Inuits. Nous avons eu des échanges respectueux et fructueux sur le développement du Nord qui est porteur d'espoir pour la jeunesse de ce peuple.

À nos concitoyens des Premières Nations et des Inuits, je réitère aujourd'hui que rien, dans le Plan Nord, ne remettra en question ce qui a été conclu, ce qui est en négociations ou en pourparlers. J'ai d'ailleurs confié au ministre des Affaires autochtones le mandat de convenir avec eux du meilleur processus pour les assurer de la prise en compte de leurs droits, de leurs intérêts et de leurs préoccupations.

Nous allons offrir une vision de l'avenir du Nord québécois qui conciliera les intérêts de tous.

Nous allons assurer l'avenir du Québec, l'avenir des générations qui nous succéderont.

Monsieur le Président,

Ce mandat que nous amorçons s'annonce chargé.

Il comporte trois grands chantiers :

Premièrement, nous ferons de l'emploi notre première priorité en investissant comme jamais, notamment dans les infrastructures et le développement énergétique, et en aidant nos entreprises à garder les Québécois au travail.

Deuxièmement, nous miserons sur la formation et l'éducation pour rebondir. Nous accompagnerons les travailleurs touchés, développerons la formation, lutterons avec une détermination renouvelée contre le décrochage scolaire, et nous allons recruter des talents et des cerveaux.

Et troisièmement, nous donnerons au peuple québécois l'espace dont il a besoin pour grandir. Cet espace, nous le créerons avec l'entente France-Québec sur la mobilité des travailleurs; cet espace, nous le déploierons dans un accord entre le Canada et l'Union européenne; cet espace, nous le développerons par de nouvelles alliances au sein de la fédération canadienne; ce nouvel espace, nous l'occuperons en nous donnant un plan pour développer le Nord québécois.

Monsieur le Président,

L'enjeu central de ce mandat, c'est l'économie. Tout mon gouvernement, chaque ministre chaque député, chaque ministère, chaque société d'État est mobilisé pour aider nos travailleurs et nos entreprises à traverser cette crise sans précédent. Cette crise, nous allons l'affronter; nous allons la traverser; nous allons en faire une occasion de nous démarquer.

J'appelle les Québécois à travailler avec nous, mais surtout à travailler ensemble pour que nous soyons parmi les premiers à rebondir.

Nous serons tous les jours le gouvernement de tous les Québécois, et nous ne ménagerons aucun effort pour accompagner ceux qui auront besoin d'aide, pour soutenir nos familles, nos communautés, nos entreprises. Nous devons aujourd'hui plus que jamais nous sentir responsables les uns des autres et nous réunir, dans cette assemblée, dans nos villes, dans nos régions avec le désir d'amortir les chocs du présent et de préparer l'avenir.

Alors nous serons les dignes héritiers de ceux qui nous ont précédés et qui ont permis pendant 400 ans l'épanouissement de notre nation.

Merci.